



## Conseil économique et social

Distr. générale  
30 mars 1998  
Français  
Original: anglais

---

### Comité du programme et de la coordination

Trente-huitième session

1er-26 juin 1998 (première partie)

Point 4 e) de l'ordre du jour provisoire\*

**Questions relatives au programme : évaluation**

### **Examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa trente-cinquième session concernant l'évaluation des opérations de maintien de la paix : phase de démarrage**

#### **Note du Secrétaire général**

Conformément à l'alinéa e) i) du paragraphe 5 de la résolution 48/212 B de l'Assemblée générale en date du 29 juillet 1994, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint le rapport du Bureau des services de contrôle interne intitulé «Examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa trente-cinquième session concernant l'évaluation des opérations de maintien de la paix : phase de démarrage», daté du 13 mars 1998. Le rapport a été examiné par les départements et bureaux compétents; le Secrétaire général prend note des conclusions figurant dans le rapport et approuve les recommandations qui y sont formulées.

---

\* E/AC.51/1998/1.

**Examen triennal de l'application des recommandations  
formulées par le Comité du programme et de la coordination à  
sa trente-cinquième session concernant l'évaluation  
des opérations de maintien de la paix : phase de démarrage**

**Rapport du Bureau des services de contrôle interne**

*Résumé*

Le présent rapport a été établi conformément à la décision prise par le Comité du programme et de la coordination à sa vingt-deuxième session et tendant à examiner l'application de ses recommandations trois ans après avoir pris des décisions concernant une évaluation approfondie.

Le Département des opérations de maintien de la paix a fait un effort concerté pour appliquer les recommandations du Comité. Des progrès considérables ont été accomplis dans le renforcement des capacités à tirer parti de l'expérience acquise et à entrer rapidement en action pour ce qui a trait à la police civile, à l'information, à la planification, aux achats et à la formation. Les recommandations portent sur le Centre d'information du Département des opérations de maintien de la paix, la mise en pratique de l'expérience acquise, la désignation de centres de coordination et certains aspects des fonctions relatives à l'information et aux questions militaires et financières.

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....	1–3	4
II. Observations .....	4–48	4
A. Tirer parti de l'expérience acquise .....	4–13	4
1. Définir les enseignements à tirer .....	4–9	4
2. Mise en pratique des enseignements tirés des missions .....	10–11	6
3. Répartition des responsabilités concernant les fonctions d'appui .....	12–13	7
B. État de la question de la création d'une disponibilité opérationnelle : attributions .....	14–30	7
1. Information .....	14–19	7
2. Assistance électorale et rapatriement .....	20	8
3. Droits de l'homme .....	21–22	9
4. Composante police civile .....	23–27	9
5. Composante militaire .....	28–30	9
C. Aspects des opérations de maintien de la paix concernant l'aide humanitaire et l'administration civile .....	31	10
D. Disponibilités opérationnelles pour les fonctions d'appui .....	32–48	10
1. Planification .....	32–36	10
2. Financement et dotation d'effectifs .....	37–41	11
3. Logistique et passation des marchés .....	42–44	12
4. Formation .....	45–48	13
III. Recommandations .....	49–55	14

## I. Introduction

1. Le Comité du programme et de la coordination, à sa trente-troisième session, a recommandé à l'Assemblée générale que la phase de démarrage des opérations de maintien de la paix fasse l'objet d'une évaluation approfondie et que le rapport final soit présenté au Comité en 1995<sup>1</sup>. Un rapport intérimaire sur le sujet (E/AC.51/1994/3 et Corr.1) a été présenté au Comité en 1994. Dans sa résolution 49/37 du 9 décembre 1994, l'Assemblée générale a pris acte du rapport intérimaire et a estimé qu'un processus continu d'évaluation approfondie des différentes phases et des divers aspects des opérations de maintien de la paix était important pour le débat sur le renforcement de la capacité de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du maintien de la paix. Le rapport final sur la phase de démarrage des opérations de maintien de la paix (E/AC.51/1995/2 et Corr.1) a été examiné par le Comité en 1995.

2. Le rapport intérimaire était axé sur les conditions nécessaires pour pouvoir tirer des enseignements des opérations de maintien de la paix des Nations Unies ainsi que sur la disponibilité opérationnelle pour les composantes essentielles des missions : l'information, l'assistance électorale, le rapatriement, les droits de l'homme, la police civile et les forces militaires. Le rapport final, conformément à une décision prise par le Comité à sa trente-quatrième session<sup>2</sup>, portait sur l'orientation et la coordination d'ensemble et les composantes humanitaire et administration civile du maintien de la paix ainsi que les six fonctions d'appui, à savoir la planification, le financement, les ressources humaines, la logistique, les achats et la formation.

3. Les progrès accomplis dans l'application des recommandations formulées dans le rapport intérimaire ont été examinés dans le rapport final sur la phase de démarrage (E/AC.51/1995/2 et Corr.1, par. 16 à 32) et, l'année suivante, dans le rapport d'évaluation sur la phase finale (E/AC.51/1996/3 et Corr.1, par. 5 à 12). Selon la recommandation 5 du rapport d'évaluation :

«L'examen triennal ... devrait comprendre une évaluation de la suite donnée aux recommandations figurant dans le rapport intérimaire (E/AC.51/1994/3 [et Corr.1]) [et] les recommandations correspondantes contenues dans le rapport final (E/AC.51/1995/2 [et Corr.1]) et le rapport [sur la phase finale] [E/AC.51/1996/3 et Corr.1]».

Le présent rapport s'appuie sur les recommandations contenues dans le rapport final sur la phase de démarrage, complétées en fonction des besoins par des informations sur les recommandations correspondantes figurant dans les deux

autres rapports. Toutes les recommandations ont été approuvées par le Comité sans modification, sauf indication contraire.

## II. Observations

### A. Tirer parti de l'expérience acquise

#### 1. Définir les enseignements à tirer

*Recommandation 1 – Responsabilité concernant les enseignements tirés des missions de maintien de la paix.* Le Département des opérations de maintien de la paix devrait adopter une politique régissant les évaluations, entretiens et comptes rendus de fin de mission et les évaluations à mi-parcours ainsi que les archives des missions et créer un centre de documentation, comme il est proposé dans les recommandations 1, 3 et 4 du rapport intérimaire et chercher à obtenir les ressources supplémentaires nécessaires pour mettre en oeuvre ses recommandations. La Bibliothèque Dag Hammarskjöld devrait appliquer les aspects des recommandations 4 et 5 du rapport intérimaire qui relèvent de sa compétence. La Section des archives et de la gestion des dossiers devrait continuer d'élaborer les aspects de la recommandation 5 qui relèvent de sa compétence.

Le rapport d'évaluation sur la phase finale (E/AC.51/1996/3 et Corr.1) contenait la recommandation suivante :

*Services de documentation du Siège.* Le centre de documentation dont la création était proposée dans la recommandation 4 du rapport intérimaire (E/AC.51/1994/3 et Corr.1) devrait être créé et il devrait, d'ici au 30 septembre 1996, informer toutes les missions du contenu de ses collections et des documents imprimés ainsi que des services électroniques qu'il est en mesure de fournir. Un catalogue des collections devrait être établi (avec l'aide de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld) au niveau de détails voulu pour être utile aux missions. Dans la mesure du possible, une liaison informatique en direct devrait être établie avec le Siège pour que les bureaux extérieurs puissent avoir directement accès à l'information venant d'autres missions de maintien de la paix.

4. Un Groupe des enseignements tirés des missions a été créé au Département des opérations de maintien de la paix en avril 1995, en application des recommandations 1 à 4 formulées dans le rapport intérimaire et de la recommandation 1 contenue dans le rapport final. Le Groupe a pour objectif

de tirer parti de l'expérience acquise dans le cadre des missions de maintien de la paix afin d'améliorer la planification, la gestion, la conduite et l'appui des opérations actuelles et futures et d'établir une mémoire institutionnelle à ce sujet. Un rapport sur le Groupe, traitant de ses fonctions et de sa méthodologie, des activités déjà réalisées, du programme de travail jusqu'à fin 1998 et des ressources nécessaires, a été présenté à l'Assemblée générale en août 1997 (A/51/965). À la fin de 1997, le financement du Groupe n'était pas encore stable (voir A/C.5/51/SR.73 et résolution 51/239 B de l'Assemblée générale).

5. Des études sont réalisées en étroite collaboration avec le personnel des missions, les pays fournisseurs de contingents, le Secrétariat, les organisations régionales et intergouvernementales, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales. Le Groupe a mis au point une méthode complète comprenant les étapes suivantes :

- a) Étude des documents et rapports disponibles sur l'opération;
- b) Entretiens avec les officiers de secteur du Département des opérations de maintien de la paix;
- c) Entretiens avec les fonctionnaires compétents des autres départements et des institutions spécialisées;
- d) Évaluation des demandes des pays qui fournissent des contingents;
- e) Entretiens avec les conseillers politiques et militaires des missions permanentes des États concernés;
- f) Réunions de compte rendu avec les hauts responsables de la mission;
- g) Distribution d'un questionnaire aux fonctionnaires des missions pour assurer la remontée de l'information;
- h) Visites sur le terrain;
- i) Consultations sur l'opération avec des experts extérieurs;
- j) Consultations à l'intérieur du système des Nations Unies;
- k) Organisation d'un atelier ou séminaire général avec les pays qui fournissent des contingents, les fonctionnaires de l'ONU et des missions, les institutions spécialisées, les organisations non gouvernementales et les experts;
- l) Publication du rapport sur les enseignements tirés de la mission.

6. Dans le cadre de ses principales fonctions, le Groupe, à la fin de 1997, avait achevé, les travaux suivants :

a) *Analyses axées sur les missions.* Rapports détaillés sur les enseignements tirés des opérations des Nations Unies en Somalie [Opération des Nations Unies en Somalie (ONUSOM)] et au Rwanda [Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR)] , évaluation à mi-parcours de la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA) et rapport intérimaire sur les enseignements tirés de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM). Le Groupe a également publié une étude intitulée «Action multidisciplinaire de maintien de la paix : les enseignements tirés de l'expérience récente»;

b) *Analyses axées sur les fonctions.* Analyse des principaux aspects communs à la plupart des opérations de maintien de la paix : séminaire sur l'information du public dans le cadre des opérations sur le terrain (en collaboration avec le Département de l'information);

c) *Suivi de l'application des enseignements tirés des missions.* Tandis que la mise en oeuvre continue d'incomber au département, à l'organisme ou au service compétent, le Groupe des enseignements tirés des missions assure le suivi de l'application des recommandations en publiant chaque année un rapport de situation;

d) *Études et projets spéciaux.* Étude des enseignements tirés de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales pour les opérations de maintien de la paix : coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

7. Le Groupe des enseignements tirés des missions a créé un Centre d'information qui rassemble des documents relatifs aux opérations de maintien de la paix, sous forme électronique et sur papier. Les documents concernant les missions, tels que les rapports de mission, les rapports de mission de reconnaissance ou d'enquête, les rapports de mission technique, les règles d'engagement, les instructions aux pays fournisseurs de contingents, les accords sur le statut des missions et des forces, les instructions permanentes et autres documents directifs concernant chaque mission y sont conservés. Le Centre d'information a une page d'accueil sur Internet mais, de manière générale, les missions n'y sont pas reliées, à moins qu'elles ne s'abonnent individuellement à un serveur commercial.

8. Le Centre d'information contient à présent la plupart des instructions permanentes relatives aux missions ainsi que des documents similaires concernant la Force de protection des Nations Unies, la MINUAR et l'ONUSOM mais ces documents ne sont pas encore complètement exploités, ce qui signifie que les missions sur le terrain ne savent pas encore ce qui a été recueilli ou ne peuvent y avoir accès. Le Départe-

ment des opérations de maintien de la paix n'a donné au Centre d'information aucune directive concernant la collecte et la diffusion des documents relatifs aux missions tels que les instructions permanentes et autres documents similaires qui rendent compte du déroulement d'une mission. En conséquence, le problème décrit dans le rapport intérimaire de 1994 (E/AC.51/1994/3 et Corr.1, par. 10, et recommandation 4) n'a pas encore été réglé, ce qui entraîne à son tour le problème évoqué dans la déclaration suivante, extraite du rapport d'évaluation de l'Opération des Nations Unies au Mozambique (ONUMOZ) et citée deux ans auparavant dans le rapport d'évaluation approfondi sur la phase finale (E/AC.51/1996/3 et Corr.1, par. 9) :

«Le personnel de l'ONUMOZ ... n'a pu obtenir aucun document de référence du Siège de l'ONU ni d'autres missions au sujet des procédures appliquées dans d'autres missions de maintien de la paix sur des questions aussi importantes que la démobilisation, la surveillance des cessez-le-feu, l'entreposage et la mise en sécurité des armes, les enquêtes sur les violations de l'accord, etc. ... Il est jugé très utile qu'une archive centralisée soit établie à de telles fins au Siège de l'ONU.»

Cette archive devrait être créée, indexée et diffusée à l'intention des missions sur un site Intranet du Département des opérations de maintien de la paix, dès que possible.

9. Les missions au Cambodge, en El Salvador, au Mozambique, au Rwanda et en Somalie ont transféré leurs archives à la Section des archives et de la gestion des dossiers du Département de la gestion environ un an après la fin des opérations. La première étape du passage d'un simple registre à un système de gestion des dossiers de mission a consisté à créer un plan de gestion, en 1994, pour aider les missions à organiser et gérer leurs dossiers avec efficacité. Depuis lors, la Section a présenté au Département des opérations de maintien de la paix un certain nombre de propositions allant dans le même sens mais elles n'ont pas encore été acceptées. La Bibliothèque Dag Hammarskjöld, en collaboration avec la Section, aidera à recenser les bibliothèques universitaires qui souhaiteraient enrichir leur documentation concernant le maintien de la paix et axer leurs recherches sur ce sujet.

## **2. Mise en pratique des enseignements tirés des missions**

Le rapport d'évaluation sur la phase finale (E/AC.51/1996/3 et Corr.1) contient la recommandation reproduite ci-après, telle qu'elle a été modifiée par le Comité à sa trente-sixième session<sup>3</sup> :

*Mise en pratique des enseignements tirés des missions.* Pour chacune des grandes activités des missions de maintien de la paix à composantes multiples, le Groupe des enseignements tirés des missions et le centre de décision associé à la composante ou à l'activité devraient : a) examiner les parties pertinentes des évaluations de fin de mission et des rapports sur les enseignements tirés des missions et documents apparentés, en consultation avec les organisations appropriées du système des Nations Unies, et en tirer des principes et règles ou modifier les principes et règles existants en conséquence et les soumettre, pour examen et approbation, selon qu'il convient, aux organes intergouvernementaux intéressés, dont le Comité spécial des opérations de maintien de la paix; b) publier les résultats de ce processus d'ici à juin 1997.

10. Comme l'indique le paragraphe précédent, des dispositions ont été prises pour étudier l'expérience acquise dans l'exécution des principales tâches des opérations de maintien de la paix et en tirer les enseignements. Des manuels, des principes et des directives ont été publiés ou sont en préparation. Ils portent sur des questions d'ordre général et des codes de conduite, ainsi que sur les fonctions particulières des observateurs militaires, les fonctionnaires de police civile, les activités de déminage, l'administration et la logistique, la planification des missions, l'appui médical et l'information. Certains de ces documents sont mentionnés plus bas, dans les sections pertinentes du présent rapport. Mais faute de collecte ou d'examen systématiques des consignes permanentes des missions, comme indiqué plus haut au paragraphe 8, on ne sait pas vraiment dans quelle mesure les rapports sur les enseignements tirés des missions, les manuels, les principes et les directives offrent la précision voulue pour pouvoir être utilisés sur le terrain.

11. En ce qui concerne les évaluations, les entretiens et les rapports de fin de mission, le Bureau a été informé par le Département des opérations de maintien de la paix que, pour toutes les missions, les représentants spéciaux du Secrétaire général et les commandants des forces doivent désormais présenter des rapports écrits de fin d'affectation, et ce au moins deux semaines avant leur arrivée au Siège de l'ONU pour compte rendu oral, de façon que les questions soulevées dans les rapports puissent être examinées au niveau qui convient. Les chefs des différentes composantes des missions doivent eux aussi présenter un rapport de fin d'affectation. Des comptes rendus ou entretiens dirigés ont lieu chaque fois qu'un haut fonctionnaire d'une mission se rend au Siège, à la fin d'une période de service ou pour des consultations. Chaque fois qu'il convient, les fonctionnaires d'autres départements intéressés sont également conviés à assister aux

comptes rendus oraux. Par ailleurs, une réunion des représentants des pays qui fournissent des contingents a en principe lieu chaque fois qu'un représentant spécial ou un commandant de la force se rend au Siège. Le Groupe de la formation du Département participe à tous les entretiens avec les chefs de mission s'inscrivant dans le cadre des évaluations de fin de mission. Les questions relatives à la formation sont examinées puis prises en compte dans l'élaboration des documents et des orientations concernant ce domaine.

### 3. Répartition des responsabilités concernant les fonctions d'appui

*Recommandation 2 – Répartition des responsabilités concernant les fonctions d'appui aux opérations de maintien de la paix.* Il conviendrait de publier, d'ici à la fin de 1995, de nouvelles circulaires du Secrétaire général pour tous les services concernés des Départements de l'administration et de la gestion et des opérations de maintien de la paix, indiquant quelles sont les fonctions d'appui aux opérations de maintien de la paix qui leur sont confiées. Dans les circulaires destinées à ces deux départements, toutes les responsabilités administratives visées à l'annexe II du rapport intérimaire (E/AC.51/1994/3 et Corr.1) devraient être expressément assignées pour chaque fonction d'appui.

*Recommandation 3 — Responsabilité de la coordination d'une disponibilité opérationnelle pour les missions de maintien de la paix.* Cette responsabilité a été confiée, au sein du Département des opérations de maintien de la paix, au Sous-Secrétaire général à la planification et aux services d'appui. La coordination doit également englober les activités relatives à l'état de préparation qui relèvent d'autres départements et bureaux. Dans la mesure du possible, le concept de système des forces en attente doit occuper une place centrale dans l'acquisition et le maintien d'une disponibilité opérationnelle pour toutes les composantes essentielles et fonctions d'appui.

Le rapport d'évaluation sur la phase finale (E/AC.51/1996/3 et Corr.1) contient la recommandation voisine reproduite ci-après, telle que le Comité l'a adoptée, après l'avoir approuvée, «étant entendu qu'il s'agissait d'une approbation du principe général de la désignation de centres de décision, ce qui n'impliquait pas que le Département des opérations de maintien de la paix avait des responsabilités s'étendant au-delà de celles énoncées dans son mandat»<sup>3</sup>.

*Désignation de centres de décision.* Le Secrétaire général devrait désigner des centres de décision appro-

priés, dotés des fonctions énumérées dans l'annexe II du rapport intérimaire (E/AC.51/1994/3 et Corr.1) qui travailleront à la démobilisation, la réinstallation et la réinsertion des populations déracinées et à toutes les autres grandes activités des missions de maintien de la paix à composantes multiples qui n'ont pas encore été assignées à un centre de décision.

12. Récemment, les opérations de maintien de la paix ont dû comporter différentes combinaisons des tâches suivantes : observation d'un cessez-le-feu et de zones tampons, protection de convois humanitaires, désarmement et démobilisation d'anciens combattants, réforme de structures militaires, définition et création de forces de police, organisation ou contrôle d'élections, surveillance des droits de l'homme, promotion de la réforme électorale et judiciaire, promotion de certains secteurs de l'administration civile et coordination du redressement économique<sup>4</sup>.

13. Le dernier bulletin du Secrétaire général concernant le Département date du 22 mars 1995; il est trop tôt pour en publier une version révisée car on ne connaît pas encore les effets du retrait progressif du personnel détaché à titre gracieux. Le Département a pris la responsabilité des opérations de déminage menées par l'Organisation depuis octobre 1997.

## B. État de la question de la création d'une disponibilité opérationnelle : attributions

### 1. Information

*Recommandation No 4 – La composante information des missions de maintien de la paix.* Il convient de créer au sein du Département des opérations de maintien de la paix un service chargé d'appuyer la composante information des missions de maintien de la paix sur le terrain conformément à la recommandation 6 du rapport intérimaire (E/AC.51/1994/3 et Corr.1). D'ici à la fin de 1995, il conviendrait que le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'information se soient mis d'accord sur la répartition des responsabilités liées à toutes les activités proposées dans les recommandations 7 à 10 [concernant respectivement la doctrine, la liaison avec les médias, le fichier de porte-parole éventuels pour les missions et des consignes permanentes pour la composante information] du rapport intérimaire et aient commencé à exécuter ces activités.

14. Le Comité du programme et de la coordination (CPC) a été informé que le Secrétaire général n'était pas favorable à cette recommandation et avait confié la responsabilité de la composante information au Département de l'information<sup>5</sup>. Dans ses conclusions et recommandations, le Comité avait reconnu l'importance que revêtait l'information dans les opérations de maintien de la paix et recommandé que le Secrétaire général prenne les dispositions nécessaires pour que cette composante reçoive l'appui voulu<sup>6</sup>.

15. Le Département de l'information estime que le Département tout entier est un centre de décision pour l'information dans le cadre du maintien de la paix. La Section de la paix et de la sécurité a été chargée de la liaison et de la coordination avec le Département des opérations de maintien de la paix, ainsi qu'avec le Département des affaires politiques et le Département des affaires humanitaires en ce qui concerne la composante information sur le terrain. Elle s'est acquittée de cette fonction en sus de son programme régulier de publications, d'affichage sur Internet et de production de différents supports d'information.

16. En 1997, les directives provisoires concernant la composante information des missions de maintien de la paix et autres missions sur le terrain ont été approuvées par le groupe de travail interdépartemental chargé de cette question et transmises aux représentants spéciaux du Secrétaire général, commandants de force et chefs de mission pour application. Dans une version provisoire, établie par le Département de l'information en consultation avec le Département des opérations de maintien de la paix, elles avaient été révisées pour tenir compte des observations formulées par les responsables passés et présents de l'information au sein des missions de maintien de la paix lors d'un séminaire de deux jours organisé conjointement par le Groupe des enseignements tirés des missions, du Département des opérations de maintien de la paix, et la Section de la paix et de la sécurité, du Département de l'information.

17. La Section de la paix et de la sécurité tient un fichier de fonctionnaires pouvant faire fonction de porte-parole pour les missions de maintien de la paix, qui compte environ 150 noms. En 1995, le Département de l'information a préparé des questionnaires à l'intention de la Division de l'administration et de la logistique des missions (Département des opérations de maintien de la paix) en vue de la sélection préalable des candidats potentiels aux postes de Directeur de l'information/Administrateur en chef de l'information, porte-parole, fonctionnaire de l'information, fonctionnaire de la radio, assistant d'information et assistant de télévision/radio. La Section de la paix et de la sécurité (Département de l'information) et la Division de l'administration et de la logistique des missions (Département des opérations de

maintien de la paix) s'entendent sur le choix des candidats potentiels et les postes à pourvoir; la Division fait appel à la Section pour évaluer les candidatures ou proposer la nomination de personnes inscrites au fichier. Celui-ci pourrait gagner à faire l'objet d'une mise à jour plus systématique et d'une prospection de talents plus active.

18. Des fonctionnaires du Département de l'information ont effectué des missions de courte durée pour aider à assurer la planification et la production des émissions de radio et de télédiffusion en Slavonie orientale, mené une enquête technique et fourni les services d'un producteur en vue des émissions de la radio des Nations Unies au Libéria. Le Département a également fourni son aide en vue d'émissions de radio et de télédiffusion et d'autres supports d'information et un appui technique aux missions sur le terrain à la demande du Département des opérations de maintien de la paix.

19. Le Secrétariat a progressé dans l'élaboration de normes concernant l'information sur le terrain. Des progrès limités ont été faits dans l'application intégrale et régulière de ces normes. Le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'information sont convenus que ce dernier devait être associé dès le départ à la planification des activités. Les missions d'enquête envoyées au Burundi, en République centrafricaine et au Sahara occidental comprenaient un fonctionnaire d'information ce qui n'était pas le cas des missions de reconnaissance envoyées en Sierra Leone et au Congo. L'information dans le cadre des opérations de nombreuses missions nouvelles ou élargies laisse toujours à désirer. La documentation initiale pour la composante information n'a toujours pas été mise au point. À la fin de 1997, il n'y avait pas de directive concernant l'accès à Internet des opérations sur le terrain ou les pages d'accueil des missions.

## **2. Assistance électorale et rapatriement**

20. Les centres de décision chargés de ces fonctions sont respectivement le Groupe de l'assistance électorale, du Département des affaires politiques, et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). D'après l'évaluation, il existe une disponibilité opérationnelle suffisante pour ces fonctions. Les activités du HCR ont fait l'objet d'un rapport d'évaluation détaillé présenté au Comité du programme et de la coordination en 1993 et d'un examen triennal en 1996. Le Groupe de l'assistance électorale fera l'objet d'un rapport d'évaluation approfondie destiné à la trente-neuvième session du Comité en 1999.

## **3. Droits de l'homme**



*Recommandation 5 – Composante droits de l’homme.* Le Centre pour les droits de l’homme devrait être désigné comme centre de décision pour la composante droits de l’homme des missions de maintien de la paix et devrait commencer à mettre en place les fonctions nécessaires, conformément à la recommandation 12 du rapport intérimaire (E/AC.51/1994/3 et Corr.1).

21. À sa trente-cinquième session, le Comité du programme et de la coordination a conclu que la recommandation devait être examinée plus avant par les organes intergouvernementaux compétents<sup>7</sup>. Le CPC pourra souhaiter la revoir compte tenu de la recommandation 3 du présent rapport ou lors de ses débats de 1999 dans le cadre de l’examen triennal de l’évaluation de la phase finale.

22. En 1995, le Bureau des services de contrôle interne avait inspecté le Centre pour les droits de l’homme (A/49/892). À la suite d’un examen complémentaire en avril 1997, il avait conclu qu’en ce qui concernait l’administration du Centre, on continuait de constater un certain nombre de carences dans l’administration du personnel et dans la manière de faire face à l’accroissement de la charge de travail dû au fait que le Centre participait à des opérations sur le terrain (A/52/426, par. 56).

#### 4. Composante police civile

*Recommandation 6 – Composante police civile.* Le Département des opérations de maintien de la paix devrait continuer de s’employer à appliquer les recommandations 13 à 18 [portant sur le centre responsable, l’élaboration d’une doctrine, les spécialistes de la police affectés aux missions préparatoires, la politique touchant les policiers de contrôle, les accords de confirmation relatifs à la police civile et le rapatriement des policiers de contrôle non qualifiés] du rapport intérimaire (E/AC.51/1994/3 et Corr.1).

23. Des directives relatives à la sélection, au contrôle des connaissances et au rapatriement rapide des responsables de la police civile ont été élaborées suite à l’examen des enseignements tirés des missions passées et des suggestions des États Membres; elles couvrent tous les domaines évoqués dans les recommandations du rapport intérimaire, à savoir a) les compétences, y compris l’aptitude à conduire, les connaissances linguistiques; b) une expérience minimale de la police; c) la relève; et d) l’inclusion de femmes dans les contingents de police civile. Des procédures administratives et opérationnelles normalisées pour la police civile des Nations Unies sont en cours de mise au point.

24. Le programme faisant appel aux équipes d’aide à la sélection, dans le cadre duquel l’ONU envoie des contrôleurs

ayant l’expérience des missions sur le terrain et un représentant du Siège pour venir en aide aux États Membres fournissant des policiers, peut faciliter le contrôle des connaissances linguistiques et de l’aptitude à conduire, ainsi que la mise en place des capacités de formation nécessaires dans les pays d’origine avant le déploiement. Une expérience minimale, qui est fonction de la complexité du mandat et des conditions de vie sur place, est exigée pour chaque mission. La durée du tour est désormais limitée à un an. Dans ses communications aux États Membres fournissant des policiers, le Secrétariat insiste régulièrement sur l’importance que revêt l’inclusion de femmes dans les contingents de police civile.

25. Le Département des opérations de maintien de la paix a désormais pour principe d’inclure un spécialiste de la police civile dans toutes les équipes de reconnaissance technique auxquelles on envisage d’adjoindre une composante police civile.

26. On continue de s’efforcer d’élargir la base de recrutement des policiers civils par le système des arrangements relatifs aux forces et aux moyens en attente.

27. En ce qui concerne le rapatriement des contrôleurs de police civile non qualifiés, la recommandation formulée dans le rapport intérimaire est appliquée systématiquement dans le cadre des missions des Nations Unies dotées d’une composante police civile. Les contrôleurs passent des tests après leur arrivée dans la zone de la mission et sont rapatriés s’ils ne répondent pas aux critères fixés, leurs frais de rapatriement et les dépenses de voyage de leurs remplaçants étant à la charge de l’État fournissant des forces de police. Le programme faisant appel à des équipes d’aide à la sélection a toutefois permis de réduire considérablement le nombre de ces rapatriements.

#### 5. Composante militaire

*Recommandation 7 – Composante militaire.* Le Département des opérations de maintien de la paix devrait continuer de s’employer à appliquer les recommandations 19 à 22 [concernant l’élaboration de la doctrine, le système des contingents de réserve, les consignes permanentes établies d’après les instructions de base et le réseau d’information pour le maintien de la paix] du rapport intérimaire (E/AC.51/1994/3 et Corr.1).

*Recommandation 8 – Planification des arrangements relatifs aux forces en attente.* Le rapport d’ensemble sur les arrangements relatifs aux forces en attente demandé par le Conseil de sécurité devrait être établi en corrélation avec le plan touchant la capacité de réaction rapide proposée dans la recommandation 14. Les besoins concernant le système des forces et moyens

en attente devraient correspondre aux objectifs et à la stratégie de ce plan.

28. Plusieurs publications théoriques ont été produites avec le concours des États Membres. Ainsi, les Directives générales concernant les opérations de maintien de la paix énoncent les principes et décrivent les pratiques qui existent, s'inspirent de toutes les expériences passées et servent de guide aux gouvernements fournissant des contingents militaires ou civils. En revanche, les consignes permanentes pour les opérations de maintien de la paix n'ont pas été mises à jour depuis 1991 alors que des changements majeurs sont intervenus depuis lors dans le domaine du maintien de la paix. Leur mise à jour complète et efficace exigerait un long travail de spécialistes. Le Département a déclaré au Bureau des services de contrôle interne qu'il avait continué de fonctionner avec des ressources en personnel considérablement inférieures à ses besoins et n'avait donc pas été en mesure d'élaborer un nouvel ensemble de consignes permanentes.

29. En ce qui concerne la mise en place d'un réseau d'information pour le maintien de la paix, le Département des opérations de maintien de la paix facilite les échanges de spécialistes des opérations de maintien de la paix entre États Membres grâce à son Groupe de la formation. Dans le cadre du programme faisant appel à des équipes pour l'aide à la formation, l'ONU a formé 81 formateurs dans 52 pays, constituant ainsi des réserves régionales et nationales de capacités. Le Groupe de la formation tient également à jour une base de données dont les missions permanentes peuvent se servir pour se découvrir des intérêts communs avec d'autres États Membres et notamment s'informer des possibilités de formation existantes.

30. Les arrangements relatifs aux forces en attente sont décrits plus loin aux paragraphes 32 à 36 au titre de la fonction de planification.

### **C. Aspects des opérations de maintien de la paix concernant l'aide humanitaire et l'administration civile**

31. Les recommandations 9 à 12 du rapport final qui portaient sur la phase de démarrage, les activités d'alerte rapide, l'assistance humanitaire et les situations d'urgence, n'ont pas été approuvées par le Comité du programme et de la coordination qui a conclu qu'elles devaient être examinées plus avant par les organes intergouvernementaux compétents (A/50/16, par. 264). L'évaluation approfondie du Département des affaires humanitaires (E/AC.51/1997/3), qui contenait des conclusions et recommandations portant sur des

questions similaires mais envisagées sous un angle quelque peu différent, ont été examinées l'an dernier par le Comité du programme et de la coordination.

## **D. Disponibilités opérationnelles pour les fonctions d'appui**

### **1. Planification**

*Recommandation 13 – Directives de planification.* Des directives relatives à la planification des opérations de maintien de la paix devraient être élaborées et publiées par le Secrétariat. Outre des éléments repris des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, ces directives de planification devraient comprendre des objectifs généraux concernant la mise au point d'arrangements relatifs aux forces en attente et la création, dans des délais donnés, d'une capacité de réaction rapide au Secrétariat.

*Recommandation 14 – Plan concernant la création d'une capacité de réaction rapide.* Les objectifs généraux des directives de planification devraient constituer pour le Département des opérations de maintien de la paix la base d'un plan stratégique visant à créer une capacité de réaction rapide, notamment des capacités connexes pour les éléments essentiels des missions, au Secrétariat. Ce plan devrait être lié à des arrangements relatifs aux forces en attente, comme il est proposé dans la recommandation 8 ci-dessus.

*Recommandation 15 – Méthode de planification normalisée pour la phase de démarrage.* Les procédures de planification normalisées pour la phase de démarrage devraient tenir compte des résultats d'une analyse des processus en question faite selon la méthode du chemin critique.

32. Le Service de la planification des missions du Département des opérations de maintien de la paix est composé d'un groupe chargé de la planification générique, qui veille à ce que le processus de planification se déroule de manière efficace et dans les délais prescrits; un groupe chargé de la mise sur pied des missions, qui planifie la préparation et le déroulement des nouvelles missions et de celles dont le mandat a été prorogé; et enfin un groupe des forces et moyens en attente, qui gère les arrangements relatifs auxdites forces et en particulier négocie des accords avec les États Membres et tient à jour une base de données touchant au personnel, au matériel et aux équipements, aux services, aux conditions d'emploi, aux mouvements et expéditions à caractère stratégique et aux délais d'intervention. Les informations contenues

dans cette base ont servi à la planification et au déploiement de plusieurs missions.

33. Tous les ans, un rapport sur les progrès accomplis en vue de la mise en place d'arrangements relatifs aux forces en attente est présenté au Conseil de sécurité; le dernier de ces rapports, le document publié sous la cote S/1997/1009, a été présenté au Conseil le 24 décembre 1997. Au 1er décembre 1997, 67 États Membres s'étaient déclarés disposés à offrir des ressources en attente – représentant quelque 88 000 hommes – auxquelles l'Organisation pourrait en principe faire appel. L'effectif total de 88 000 hommes comprend des éléments de toutes tailles, allant de bataillons d'infanterie jusqu'à des observateurs militaires mis individuellement à la disposition de l'Organisation, et les moyens proposés couvrent toute la gamme des éléments prévus pour les opérations de maintien de la paix. À la fin de 1997, 13 États Membres avaient confirmé officiellement, par la voie de mémorandums d'accord, leur volonté de mettre à disposition des ressources en attente.

34. Pour moins de la moitié des ressources en attente confirmées, le délai de préparation est de 30 jours au maximum. En vue de réduire le temps nécessaire pour faire face à une crise, la création, par un groupe d'États appartenant à quatre continents, sous l'égide du Danemark, de la Brigade multinationale d'intervention rapide des forces en attente des Nations Unies revêt la plus haute importance. Il s'agit d'une formation pouvant compter jusqu'à 5 000 soldats, qui peut être adaptée à une tâche donnée et peut être déployée pour une période pouvant atteindre six mois. Une fois pleinement opérationnelle, en 1999, elle pourra être déployée en moins de 30 jours. Toutes les forces auxquelles la Brigade multinationale peut faire appel seront fournies dans le cadre du système des forces en attente.

35. Le Secrétariat continue à étudier avec les États Membres les modalités appropriées pour la mise en place d'un quartier général de mission de déploiement rapide.

36. On a achevé l'élaboration d'un guide des missions d'enquête dont on se sert actuellement. Une analyse descriptive de la phase de démarrage, faite selon la méthode du chemin critique, a été réalisée.

## 2. Financement et dotation d'effectifs

*Recommandation 16 – Système analytique pour la budgétisation des opérations de maintien de la paix.* Le prototype du système analytique pour la budgétisation des opérations de maintien de la paix décrit au paragraphe 60 du rapport d'évaluation [qui comprend des paramètres relatifs aux coûts standard, une base de données relationnelles contenant des informations

financières, des informations touchant à la gestion et des ratios tirés de précédentes missions, ainsi qu'un cadre normalisé pour les politiques et les procédures relatives à la gestion des opérations de maintien de la paix] devrait être élaborée et testée d'ici à la fin de 1995, sous la responsabilité du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, avec l'assistance du Département des opérations de maintien de la paix.

37. Depuis janvier 1994, on se sert d'un Manuel des coûts standard pour les opérations de la paix; la troisième version révisée de cet ouvrage a été distribuée aux États Membres en novembre 1997. Il contient des spécifications techniques et des prix unitaires pour la budgétisation et la gestion financière des composantes suivantes : personnel militaire et civil, déplacements, locaux et hébergement, transports, opérations aériennes et navales, matériel de communication et autres éléments d'équipement, fournitures et services et programmes d'information. Dans la préface de cet ouvrage, il était indiqué que les taux seraient révisés chaque année; or, bon nombre des sources et des dates citées dans le Manuel remontent à 1995. Bien que l'élaboration de ratios ou de pourcentages standard devant servir à la mise en place d'un système analytique de budgétisation ait quelque peu progressé, aucun modèle n'a encore été testé.

38. La base de données relative aux opérations de maintien de la paix contient des informations financières et des informations relatives au personnel qui sont structurées et ont trait aux éléments suivants : planification des ressources (données qui comprennent le Manuel des coûts standard); gestion financière, et en particulier préparation des comptes budgétaires, bons de commande, examens avant imputations et engagements de dépenses; administration des demandes de remboursement; matériel appartenant aux contingents; examen des candidatures, notamment base de données relative aux demandes de renseignement et aux candidatures externes qui sont examinées par une sélection des candidats satisfaisant aux critères exigés pour pourvoir certains postes; dotation en effectifs, et en particulier tableaux d'effectifs et vacances de poste; voyages occasionnés pour certaines demandes d'indemnisation; détermination des effectifs déployés, pour calculer le montant des remboursements mensuels.

*Recommandation 17 – Sécurité du personnel.* Toute mission d'enquête technique ayant pour mandat de maintenir la paix doit compter dans ses rangs un expert en matière de sécurité chargé de formuler des recommandations dans ce domaine. Les plans et les budgets des missions doivent tous contenir des dispositions relatives à la sécurité. L'ensemble du personnel civil

doit recevoir une formation appropriée en matière de sécurité.

39. La sécurité du personnel des Nations Unies affecté aux opérations de maintien de la paix relève du Département des opérations de maintien de la paix et celle des autres fonctionnaires des Nations Unies du Bureau du Coordonnateur des mesures de sécurité qui fait partie du Département de la gestion. Le Département des opérations de maintien de la paix et le Bureau du Coordonnateur des mesures de sécurité coopèrent en vue de résoudre les problèmes de sécurité qui se posent dans les zones où des missions de maintien de la paix sont déployées. Le Département des opérations de maintien de la paix a désigné un agent de liaison chargé de la sécurité qui s'emploie, en collaboration avec le Bureau du Coordonnateur des mesures de sécurité, à régler certaines questions d'intérêt commun touchant aux politiques suivies en matière de sécurité. Le Bureau du Coordonnateur des mesures de sécurité prend part à la planification des opérations de maintien de la paix, en particulier de celles qui auront lieu dans des zones où des fonctionnaires des Nations Unies sont déployés, en participant notamment à des missions de reconnaissance sur le terrain.

40. Les budgets des opérations de maintien de la paix comprennent une rubrique spéciale indiquant les ressources en personnel et en matériel dont on a besoin pour assurer la sécurité. En outre, le Département des opérations de maintien de la paix a dépêché sur le terrain, de concert avec le Bureau du Coordonnateur des mesures de sécurité, plusieurs missions chargées d'examiner certains problèmes de sécurité d'intérêt commun et d'élaborer des recommandations qui permettent d'y remédier.

41. Les séances d'information organisées au Siège à l'intention des chefs de l'administration des missions de maintien de la paix incluent une journée avec des responsables du Bureau du Coordonnateur des mesures de sécurité. En outre, ce bureau dispense une formation à tous les fonctionnaires appelés à participer à des opérations de maintien de la paix dans le cadre des séminaires de préparation aux missions organisés par le Département. Des personnes affectées à des opérations de maintien de la paix ont participé au séminaire de formation à la gestion du problème des otages qui s'est tenu récemment.

### 3. Logistique et passation des marchés

42. La base de données relatives aux opérations de maintien de la paix comprend des informations structurées qui portent sur la logistique et la gestion des opérations et plus particulièrement sur les éléments suivants : lettres d'attribution; immatriculation des véhicules; enregistrement des avoirs;

relevés des pertes en vies humaines et des incidents; informations médicales.

43. Le Manuel sur l'administration du personnel des missions et le Manuel de soutien opérationnel sont toujours en cours d'élaboration. En attendant, on continue d'utiliser le Manuel de 1974 sur l'administration du personnel des missions. Toutefois, certaines missions sur le terrain ont pu avoir accès, grâce à la base de données relatives aux opérations de maintien de la paix, aux versions provisoires des nouveaux manuels, ainsi qu'à d'autres ouvrages existants portant sur l'appui administratif aux opérations de maintien de la paix. Le nouveau Manuel de passation des marchés de l'ONU comprendra des sections consacrées aux procédures à suivre en matière de passation de marchés et dans une moindre mesure, une série d'instructions permanentes. Toutefois, à la fin de 1997, ce nouveau manuel était toujours à l'état de version provisoire.

44. Les progrès réalisés dans l'application des recommandations du Groupe d'experts de haut niveau chargé des achats, ci-après dénommé Groupe d'experts, sont décrits dans deux rapports du Secrétaire général, publiés respectivement sous les cotes A/C.5/51/9 et A/52/534 et Corr.1. En 1997, le Bureau des services de contrôle interne a réalisé une étude qui avait pour objet de vérifier et d'évaluer les progrès réalisés dans l'application des recommandations du Groupe d'experts. Cette étude avait montré que la réforme des achats était bien engagée. La Division des achats avait été restructurée, des directives régissant les achats étaient en cours de mise au point et les seuils de délégation des pouvoirs avaient été modifiés. Les systèmes intégrés de gestion avaient la capacité d'établir tous les états demandés et pourraient être renforcés une fois les bases de données mises au point. La Division des achats pouvait désormais s'appuyer sur du personnel qualifié. Toutefois, il fallait continuer de s'attacher à renforcer encore l'ensemble des procédures d'achat. Les domaines posant problème étaient les suivants : formation et expérience des fonctionnaires des missions chargés des achats, Manuel de la passation des marchés, planification des marchés et qualité du fichier des fournisseurs. Le rapport consacré à cette étude (A/52/813), qui a été présenté à l'Assemblée générale contient, conformément à la recommandation 19 susmentionnée, un aperçu général de l'état d'avancement de mise en oeuvre des recommandations formulées par le Groupe d'experts.

### 4. Formation

*Recommandation 20 – Directives en matière de formation.* Le Secrétariat devrait formuler et publier des directives en matière de formation. Ces directives

devraient préciser quel est le niveau minimum de formation que devrait recevoir le personnel militaire et civil du Secrétariat, des organismes intergouvernementaux coopérants et des autres organisations qui fournissent du personnel aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

*Recommandation 21 – Plan concernant la formation.* Il conviendrait d'établir un plan glissant concernant la formation au maintien de la paix. Ce plan, qui porterait sur une période de deux ans et serait actualisé chaque année, indiquerait les besoins en matière de formation ainsi que les moyens que le Secrétariat, les gouvernements et les établissements de formation comptent mettre en oeuvre pour y répondre. Il serait établi conjointement par le Service de formation du Bureau de la gestion des ressources humaines et par le Groupe de la formation du Département des opérations de maintien de la paix et constituerait le cadre permettant de coordonner les efforts de tous les intéressés. Le plan concernant la formation au maintien de la paix devrait être soumis au Comité spécial des opérations de maintien de la paix.

45. Le Comité a fait siennes les recommandations 20 et 21 dans la mesure où le Secrétariat arrêterait les directives et le plan de formation concernant le personnel militaire et civil relevant directement de lui. Il a estimé que l'établissement par le Secrétariat de directives analogues à l'intention du personnel fourni par les organismes intergouvernementaux coopérants, les organisations non gouvernementales et autres organisations participant aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies était une question qui devait être examinée plus avant par le Comité spécial des opérations de maintien de la paix<sup>8</sup>. Ce dernier a, chaque année, été tenu au fait des activités de formation décrites ci-après :

46. Le Groupe de la formation du Département des opérations de maintien de la paix a pour rôle d'aider les États Membres à préparer le personnel et les unités appelés à participer à des opérations de maintien de la paix. Ce groupe a déjà organisé les quatre ateliers de formation régionale qui avaient été prévus. Des équipes des Nations Unies ont dispensé une formation en Haïti et en Angola, tout en aidant à mettre sur pied des centres de formation et à former du personnel dans plusieurs autres pays.

47. Le Groupe de la formation a fait paraître plus d'une vingtaine de publications à caractère pédagogique qui doivent aider à former des observateurs militaires, les membres de la police civile et les unités appelés à participer à des opérations de maintien de la paix. Ces publications contiennent :

- a) Des directives et orientations générales touchant au maintien de la paix;
- b) Des critères de sélection et de formation;
- c) Des directives pour la préparation des officiers et des soldats;
- d) Des instructions destinées à venir en aide au personnel sur le terrain;
- e) Un code de conduite à l'intention du personnel des missions de maintien de la paix;
- f) Des éléments d'information relatifs à la santé.

48. Le plan de formation élaboré par le Groupe est conçu pour mener à bien ces tâches de coordination et d'assistance et non pas pour dispenser une formation proprement dite, tâche qui, de toute évidence, reste du ressort des États Membres. En raison des restrictions budgétaires et de personnel, le plan annuel de formation est resté axé sur les activités suivantes : mise à disposition de services d'experts; constitution d'équipes des Nations Unies chargées de l'aide à la formation; formation d'instructeurs et fourniture de matériel d'appui. Pour compléter ces mesures :

- a) Un appui a été fourni à certains États Membres;
- b) Dans le cadre du réseau d'informations pour le maintien de la paix, on a créé une base de données relatives à la formation qui contient des renseignements détaillés sur les programmes nationaux de formation, les moyens d'y avoir accès et les personnes à contacter en pareil cas;
- c) Les activités de formation ont été menées en collaboration avec d'autres départements et organismes comme le Bureau de la gestion des ressources humaines, le HCR, le Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Centre de prévention de la criminalité internationale et l'UNICEF.

### III. Recommandations

49. *Recommandation 1 – Centre de documentation du Département des opérations de maintien de la paix.* Il faudrait créer, au Centre de documentation du Département des opérations de maintien de la paix, un système d'archives qui puisse contenir toutes les instructions permanentes et matériaux connexes relatifs aux missions. Ces archives devraient comprendre des données concernant les éléments essentiels et les principales fonctions d'appui des missions de maintien de la paix, en particulier les aspects suivants : surveillance du cessez-le-feu et des zones tampons, protection des convois humanitaires, désarmement et démobilisation des

anciens combattants, réforme des forces armées, création de forces de police et définition de leur mandat, organisation ou surveillance d'élections, suivi de l'application des droits de l'homme, promotion des réformes électorales et judiciaires, promotion de certains aspects concernant l'administration civile et coordination des efforts de redressement économique. Il faudrait que d'ici au 30 septembre 1998, ces données soient indexées et que les missions puissent les consulter sur un site d'Internet propre au Département des opérations de maintien de la paix. Ce dernier devrait considérer la mise à jour régulière de ces archives comme une tâche prioritaire et inciter les missions sur le terrain à se servir de ces données qui constituent le fondement même de sa mémoire institutionnelle, en l'occurrence une somme de l'expérience pratique acquise dans le domaine du maintien de la paix. En outre, le développement des ressources et des capacités du Centre de documentation du Département des opérations de maintien de la paix devrait se faire essentiellement en fonction des besoins que les missions sur le terrain et les autres utilisateurs officiels formuleront dans les demandes de renseignements qu'ils adressent au Département.

50. *Recommandation 2 – Désignation de centres de décision.* Il faudrait que d'ici au 30 septembre 1998, le Secrétaire général désigne des centres de décision dont les fonctions sont énumérées à l'annexe II du rapport intérimaire (E/AC.51/1994/3), en vue de l'établissement d'une capacité d'intervention rapide les éléments essentiels et les principales fonctions d'appui des missions de maintien de la paix. Ces désignations ne signifient pas pour autant que le Département des opérations de maintien de la paix aura des responsabilités autres que celles qui sont spécifiées dans son mandat. Les bulletins révisés du Secrétaire général qui sont destinés au Département des opérations de maintien de la paix et à tous les autres départements et bureaux concernés, devraient tenir compte des fonctions découlant de ces désignations.

51. *Recommandation 3 – Mise en pratique des enseignements tirés de l'expérience.* Pour chaque élément essentiel des missions de maintien de la paix, le Groupe des enseignements tirés des missions devrait, de concert avec le centre de décision compétent : a) étudier les instructions permanentes des missions compétentes ainsi que la documentation connexe, les guides du Département des opérations de maintien de la paix, les manuels et le matériel de formation destinés au Département des opérations de maintien de la paix, les évaluations réalisées en fin de mission ainsi que les documents relatifs aux enseignements tirés, et s'en servir pour élaborer les procédures pertinentes, ou modifier celles qui existent déjà; b) rendre compte de ces activités à la session de 1999 du Comité spécial des opérations de maintien de la paix.

52. *Recommandation 4 – Composante information.* a) Le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'information devraient s'attacher à rechercher activement des candidats susceptibles d'être placés sur le fichier de fonctionnaires pouvant être affectés à des tâches d'information dans le cadre de missions d'opérations de la paix; ce fichier devrait être systématiquement mis à jour; b) les deux départements devraient aussi continuer d'élaborer des normes pour la composante information des opérations de maintien de la paix. Les normes ayant déjà fait l'objet d'un accord devraient être appliquées dans le cadre de la mise en oeuvre des stratégies d'information propres aux missions actuelles et futures; c) le Département de l'information devrait être dès le départ associé à la planification de la composante information des nouvelles missions ou de celles dont le mandat a été prorogé; il faudrait qu'un spécialiste de l'information participe à toutes les missions d'étude technique ou de reconnaissance; d) des pochettes d'information devraient être mises au point pour les gens sur le point de partir en mission; e) il faudrait que d'ici au 30 septembre 1998, toutes les missions sur le terrain du Département des opérations de maintien de la paix puissent communiquer entre elles ainsi qu'avec le Siège, notamment avec le Centre de documentation du Département par l'intermédiaire d'Internet et au moyen d'un site propre à ce département.

53. *Recommandation 5 – Composante militaire.* Il faudrait que d'ici à la fin de 1998, les directives pour les instructions permanentes pour les opérations de maintien de la paix, soient mises à jour.

54. *Recommandations 6 – Système analytique de budgétisation des opérations de maintien de la paix.* Il faudrait tester, d'ici à la fin de 1998, un prototype de système analytique de budgétisation des opérations de maintien de la paix.

55. *Recommandation 7, suite donnée aux recommandations formulées.* Un bilan de la suite donnée aux recommandations formulées ci-dessus devrait figurer dans l'examen triennal de l'évaluation approfondie de la phase de démarrage des opérations de maintien de la paix, qui doit être présenté à la trente-neuvième session du Comité du Programme et de la coordination en 1999.

(Signé) Karl Th. Paschke  
Secrétaire général adjoint,  
Chargé du Service de contrôle interne

#### Notes

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-huitième session, Supplément No 16 [A/48/16 (Part I)], par. 35.

<sup>2</sup> Ibid., *quarante-neuvième session, Supplément No 16* [A/49/16 (Part I)], par. 25 a).

<sup>3</sup> Ibid., *cinquante et unième session, Supplément No 16* [A/51/16 (Part I)], par. 92.

<sup>4</sup> Ibid., *cinquante-deuxième session, Supplément No 6* (A/52/6/Rev.1), par. 39.

<sup>5</sup> Ibid., *cinquantième session, Supplément No 16* (A/50/16), par. 262 d).

<sup>6</sup> Ibid., par. 266.

<sup>7</sup> Ibid., par. 264.

<sup>8</sup> Ibid., par. 265.

---